



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

Supplément RATP à CPS n° 75 – 30/1/2020

NOUS PUBLIONS LES INTERVENTIONS DE 2 CONDUCTEURS
ELLES ONT OUVERT UN DEBOUCHE POSITIF A LA GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA REGIE
POUR DEFENDRE LE REGIME DE RETRAITE
ET INFLIGER UNE DEFAITE A MACRON ET SON GOUVERNEMENT

Le 5/12 a démarré la grève à la Ratp, et parallèlement, à la SnCF. Un enjeu exceptionnel : préserver les régimes de retraite dont Macron a annoncé la destruction « systémique », avant même son élection. Grève exceptionnelle par la durée à la Ratp. Sans précédent depuis le début du métro et du réseau bus (début du 20^{ème} siècle). A la SnCF, c'est, par contre, la 2^{nde} un an ½ après la grève-hachoir qui avait abouti, en juin 2018, à une débâcle : l'immense acquis qu'a constitué le statut du personnel n'existe plus pour tous les entrants, et la SnCF est devenue, depuis le 1/1, un regroupement d'entreprises privées.

Pendant un mois ½, les grévistes se sont retrouvés face à la puissance concentrée de l'appareil d'Etat, utilisant tous les registres à sa disposition : dispositifs antigreve, la Direction d'entreprise et ses agissements, la menace de sanction individuelle, l'intimidation... jusqu'à la répression policière pure et simple, dans les manifestations, descentes dans les dépôts. A ce sujet, notons la passivité totale des directions syndicales. Les grévistes ont dû reculer sans avoir défilé la contre-réforme. Le gouvernement s'est permis d'en rajouter avec « l'âge pivot », au risque d'indisposer son plus fidèle allié, la Cfdt (qui se félicite d'avoir la 1^{ère} combattu pour le régime à points, depuis le début des années 2000 !)

Et pourtant les grévistes ont tenu. Encore quelques jours, par exemple, ont-ils dit, pour marquer notre solidarité avec les camarades matraqués et poursuivis dans les manifestations (cf. vidéos). Il a fallu que la Cgt ferré appelle publiquement – déloyalement – le 15/1 « au 42^{ème} jour de grève depuis le 5/12/2019 (...) celles et ceux qui sont en grève depuis le 5/12, [à] définir des formes de lutte plus adaptées pour poursuivre le combat et obtenir le retrait du projet de loi... ». Et le 18, l'Unsa-Ratp Pôle Traction communique : « Après 45 jours de grève, une majorité d'assemblées générales du réseau ferré a décidé de réorienter, dès lundi 20, le mouvement illimité pour s'orienter sur une autre forme d'action ». C'est le coup de grâce.

<>

Il était possible de faire reculer le gouvernement

Cps écrivait le 15/9 :

« La grève qui s'est déroulée le 13 septembre a été pour le moins très massive. Elle a d'abord été quasi-totale dans la catégorie stratégique des conducteurs du métro (...). Au total, 90% de conducteurs, plus de 60% de machinistes grévistes. Cette journée a matériellement démontré toute la disponibilité des travailleurs à défendre cet acquis plus que centenaire qu'est le régime des retraites, déjà endommagé par la contre-réforme de 2007. (...)

Plus de 500 agents, conducteurs, machinistes et agents des gares s'étaient adressés aux bureaux syndicaux pour exiger qu'ils convoquent dans l'unité une assemblée générale du personnel de la Ratp (...). Désormais, cette exigence est plus brûlante que jamais. C'est la question de la grève jusqu'à satisfaction que les travailleurs doivent discuter, décider, organiser, contrôler. Ils répondront pratiquement en élisant les comités de grève, des délégués révocables constituant le comité central de grève, indispensable pour dresser toute la puissance des travailleurs, dans le respect de la démocratie ouvrière, contre le gouvernement.

Bien entendu, la présence des organisations syndicales est nécessaire. Sous contrôle des travailleurs.

Nul doute qu'une telle mobilisation éveillerait les autres secteurs du prolétariat, tel un puissant appel à engager le combat contre le gouvernement et les partis bourgeois pour l'objectif commun, la défense des régimes de retraite. »

Le 5/12 – pourquoi avoir gelé pendant près de 3 mois ? – le démarrage de la grève, son ampleur (paralyse ou quasi-paralyse des réseaux) confortent cette analyse.

<>

Le sentiment, croissant au fil des jours et des semaines, finalement dominant chez les grévistes, est d'avoir été battus parce qu'ils ont été isolés des autres secteurs du prolétariat. Ceux qui ont combattu sont les mieux placés pour le constater : ce sont les dirigeants syndicaux, en commençant par les Confédérations ouvrières, qui en portent la pleine responsabilité.

Il n'y a pas eu de grève notable dans le secteur privé. Pas de grève des enseignants et autres fonctionnaires, en dehors de quelques « journées d'action ». Quid des travailleurs d'Edf et de l'énergie, qui occupent une place essentielle ? ...en dehors des « actions coup de poing », surtout quand la mobilisation eut fortement reculé à la Sncf et à la RATP !

Qui a fait grève à la RATP ? La Direction a décidé de ne pas communiquer, mais les travailleurs ne comprennent pas pourquoi les syndicats ne leur ont pas fourni cette élémentaire information. Chacun a pu constater qu'elle n'a reposé que sur l'exploitation, essentiellement sur les conducteurs et, moins durablement, sur les machinistes.

Cet isolement a été le résultat des « grèves reconductibles », « grèves illimitées », prétendues « assemblées générales souveraines ». C'est à l'aveugle, chacun dans son terminus, dépôt, dispersés, que les grévistes ont été amenés par les appareils syndicaux à décider de la poursuite ou non !

On peut affirmer que l'isolement des grévistes a été organisé par les appareils syndicaux. Ils ont fait ce qu'il fallait pour ne pas défendre nos régimes de retraite. Tous l'ont affirmé explicitement, et l'ont activement mis en œuvre par le « dialogue social » dont l'objectif est indiscutable : ne pas combattre la contre-réforme, collaborer à sa mise en œuvre.

Il faut lire, par exemple, le « Résumé des propositions Cgt faites au 1^{er} ministre le 18/12/2019 ». Le titre est implacable : « Pour une réforme des retraites juste et solidaire ». Il y a donc bien un terrain commun avec le Pouvoir : en finir avec le système actuel, avec les acquis. Dans les « propositions remises au 1^{er} ministre », sont enterrés les régimes spéciaux. Aucune mention d'un régime à points ! « Concernant le projet du gouvernement, on ne sait toujours pas... ». La conclusion n'est pas moins implacable : « La Cgt reste donc fermement déterminée à se battre pour un autre projet des retraites ». Dont le financement sera assuré (notamment) par « un effort de 1.60€ par mois pour les travailleurs ».

Et puis, le 14/1, dans un courrier adressé au 1^{er} ministre, Martinez faisait une véritable déclaration de mort des régimes de retraite.

Extraits : « *Vous nous avez fait parvenir un courrier, samedi 11/1, à l'issue des bilatérales que vous organisiez la veille à Matignon. (...) La Cgt et votre gouvernement portent 2 projets de réforme (...). Concernant le financement de la protection sociale et singulièrement celui des retraites nous avons évoqué le sujet, il y a plusieurs mois, avec celui qui était alors en charge du dossier M. Delevoye. Nous avons proposé à l'époque d'avoir un débat avec la participation d'experts, d'économistes (pas uniquement choisis par le gouvernement) permettant d'étudier plusieurs pistes de financement y compris pour améliorer le système actuel. Lors de notre entretien de vendredi, j'ai renouvelé cette proposition en prenant note que cela s'appelait désormais « conférence de financement » pour ne pas polémiquer avec L. Berger ou remettre en cause des engagements que vous auriez pu prendre avec lui.* »

Le ton s'est épuré.

Le « calendrier de concertation » annoncé par le gouvernement le 23/12 devient pressant. Il s'agit plutôt de l'agenda actualisé du Pouvoir.

En effet, comme le rappellent les dirigeants syndicaux, avec une inépuisable obstination, leur collaboration avec le Pouvoir n'a jamais fait défaut : « *Avec le haut-commissaire J-P Delevoye, ça se passe bien : la Cgt l'a vu 22 fois depuis décembre 2017, n'en déplaît à ceux qui racontent que la Cgt a fait la politique de la chaise vide. Delevoye, c'est quelqu'un qui a un peu plus d'expérience et une vraie conception de la démocratie sociale...* » (Martinez au Jdd, le 10/12/2019). Et voici qu'à partir du 5/12 – annoncée le 13/9 - se dresse la grève robuste, et qu'ils doivent circonscrire. Il faut le marteler : les rencontres, réunions, bi- et multilatérales, la « concertation » n'a jamais cessé.

Ostensible ou discrète. Intense.

A grands traits :

Le 9/12, rencontres avec Buzyn et Delevoye : « *Avec la séance d'aujourd'hui, ce sont 24 réunions qui se sont déroulées. 24 réunions auxquelles la Cgt a participé et durant lesquelles elle n'a eu de cesse de présenter ses propositions pour un régime de retraite solidaire.* ». Le 11/12, c'est dans le temple du « dialogue social », le Conseil économique, social et environnemental, devant les représentants syndicaux, qui y siègent, que le 1^{er} ministre a confirmé la mise à mort des régimes de retraites, en commençant par les régimes spéciaux de la RATP et de la Sncf, remerciant les « partenaires sociaux » d'avoir participé au « dialogue social » qui a contribué à l'élaboration de son projet dévastateur. Le 23/12, Philippe annonce donc le « calendrier de concertation ». Un calendrier très serré. Du 7/1 au 17/1... Puis adoption du projet en conseil des ministres, le 24, calendrier parlementaire, cadré par la conférence de financement, évoquée par Martinez, avec une coopération anti-ouvrière, encore et toujours plus accrue, des bonzes syndicaux.

Aujourd'hui 30/1/2020, il est évident que les travailleurs de la Régie ont été éreintés par cette grève, accablés par son issue. Il ne nous revient pas d'établir un pronostic sur le sort des régimes de retraite. Peut-il y avoir rebond de la lutte de classe dans d'autres secteurs ? L'avenir le dira.

A chacun, désormais, de juger de la justesse de l'orientation défendue par les interventions. Il ressort qu'elle a été majoritaire d'une façon écrasante, sans la moindre opposition lors du vote. [cf. Massy-Palaiseau, le 5/12] Il ressort aussi qu'elle a été accueillie avec attention et souvent chaleureusement par les grévistes dans les assemblées.

Mais l'étape suivante n'a pas été franchie : celle de monter nombreux aux bureaux syndicaux [cf. Massy, le 5/12], « d'aller maintenant aux sièges des confédérations, à Montreuil, dicter notre volonté aux dirigeants syndicaux, ils doivent définitivement rompre toute concertation avec le gouvernement... » [Nation, le 6/1...] Au moment de franchir le pas, pèse alors la solitude militante de celui qui intervient, autour on hésite, on cherche le micro, il a disparu... et la pression et les obstacles dressés par les bureaucrates présents ou ceux qui les relaient l'emportent.

Ceux qui approuvent l'orientation et apprécient la détermination des camarades savent ou doivent savoir qu'elle ne surgit pas de rien. Cela s'inscrit dans une chaîne d'interventions militantes depuis au moins le printemps 2018.

<>

Plus de 500 agents, conducteurs, machinistes et agents des gares avaient signé une adresse aux bureaux syndicaux, exigeant qu'ils rompent toute forme de concertations, négociations avec la direction, qu'ils convoquent dans l'unité une assemblée générale du personnel de la RATP qui aurait décider de prendre toute initiative nécessaire pour obtenir le retrait du « projet de modification du statut du personnel » incluant la liquidation du règlement des retraites, qu'ils s'adressent à leur tour aux confédérations et fédérations syndicales pour qu'elles prennent position contre le projet du gouvernement Macron-Philippe de liquidation des régimes de retraites, pour son abandon, qu'ils rompent avec ce gouvernement anti-ouvrier. Une délégation s'était rendue aux bureaux syndicaux pour chercher la réponse : fins de non-recevoir ! Le compte-rendu avait été largement diffusé.

<>

C'est une lourde défaite que viennent de subir les travailleurs de la RATP et de la SNCF, et sauf retournement non envisagé, l'ensemble des travailleurs.

Une des conquêtes les plus précieuses du prolétariat - les retraites basées sur le salaire différé – est en voie de destruction. Des acquis collectifs, arrachés au prix de combats historiques du prolétariat, qui soudent les salariés entre eux à l'inverse du régime par point qui individualise et atomise le prolétariat. Le futur régime de retraite (par points) relève entièrement du budget de l'Etat, donc directement dans la main du capital.

A la SNCF, elle prolonge et aggrave celle subie en 2018.

A la RATP, le gouvernement a pu passer la loi d'orientation des mobilités (Lom), sans aucune résistance des dirigeants syndicaux. En fait, avec leur complicité. On rappelle qu'elle a été mise en œuvre dès le printemps 2019, avec la transformation de la ligne d'autobus 183 en ligne de tramway T9 soumise à appel d'offres, remporté par Kéolis (filiale de droit privé de la SNCF), alors qu'elle sera promulguée... le 24/12/2019 !

Sous le titre : « *Vers un démantèlement total de la RATP* », Fo RATP avait annoncé cyniquement en juin, qu'avec l'ouverture à la concurrence aux départements Bus et Mrb, « *ce ne sont pas moins de 19 000 salariés qui dans un 1^{er} temps vont sortir de l'entreprise* ».

En finalisant la destruction du système des retraites, la bourgeoisie est en passe d'obtenir une victoire qu'elle réclame à cor et à cri depuis longtemps. Capitalisme des plus touchés par la crise générale, pour ne pas perdre pied face aux capitalismes concurrents, il doit reprendre l'ensemble des acquis du prolétariat et baisser autant qu'il est possible le prix de la force de travail.

Il le veut, d'autant plus ardemment, qu'il comprend la place majeure prise par les bureaucraties syndicales dans les défaites des masses laborieuses. Depuis des dizaines d'années, à un rythme accéléré désormais. Le 1^{er} ministre a ouvertement souhaité que, la loi destructrice une fois votée, les appareils syndicaux soient associés à la gestion du futur système universel des retraites, pour en assumer la responsabilité devant les travailleurs.

Qui peut honnêtement penser qu'ils refuseront d'eux-mêmes ? Ils participeront avec la même ferveur qu'ils montrent dans la participation au conseil d'administration de la RATP. On a vu plus haut l'accueil fait par Martinez à la « *conférence de financement* » ! La confédération Cgt vient de confirmer sa « *participation à la 1^{ère} réunion de la conférence sur le financement des retraites qui se déroulera le 30/1* », après avoir « *consulté* » ses fédérations et ses unions départementales qui la « *valident donc* » à une écrasante majorité ! (24/1)

C'est cette politique qui anémie les indispensables organisations syndicales, chacun le constate à la Ratp. Ce sont elles qui les détruisent : disparition progressive de toute vie syndicale à la Cgt et à Fo. La Cgt ferré a tenu un congrès en septembre quasi-clandestinement, au moment où la défense du régime de retraite devait en faire un tremplin pour la mobilisation des personnels !

Nous l'avons vu : leur politique n'est pas « une erreur ». C'est inexorable : les appareils syndicaux ont trahi parce qu'ils défendent le régime capitaliste, le capitalisme de ce pays, son Etat, le Pouvoir – parce que c'est le Pouvoir en place. N'ont-ils pas appelé à voter Macron à la présidentielle ?

<>

Il n'y aura pas de répit dans la guerre que mènent les capitalistes français et leur Etat. Les travailleurs ne pourront se laisser dépouiller sans réagir le moment venu, avec la volonté de défaire le gouvernement et les patrons. Que peut-on faire pour briser la collaboration des bonzes syndicaux avec le gouvernement, les Directions et les patrons ? Pour nous éviter d'être conduits à nouveau à la défaite ?

Il faut en discuter, tirer les leçons de la grève et de son dénouement, la défaite, avec l'intention de commencer à s'organiser.

<>

Notre conclusion. Nous, *Combattre pour le socialisme*, disons qu'une victoire importante des travailleurs obtenue contre le gouvernement mettrait à l'ordre du jour la question d'en finir avec lui, la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières unies, sans représentants de la bourgeoisie et la liquidation de la 5^{ème} république. D'un tel gouvernement, les masses laborieuses exigeraient qu'il satisfasse les revendications.

Toute revendication sérieuse du prolétariat nécessite à notre époque des mesures radicales, c'est-à-dire anticapitalistes. Sinon, comment envisager de satisfaire les revendications aussi élémentaires pour les personnels de la Régie que sont une véritable (re)nationalisation, le retour au plus que centenaire règlement des retraites, le statut du personnel pour tous ? Dans les revendications prioritaires, l'abolition des lois antigrèves.

Plus généralement, le capitalisme, en crise, ne peut épargner aucune des conditions d'existence de la population laborieuse, et de la jeunesse. Rien ! L'extinction du chômage, de la précarité, les revendications salariales, la défense de la santé publique, de l'instruction publique, etc. exigent la nationalisation sans indemnité ni rachat des grands moyens de production et d'échanges, du système bancaire, autrement dit l'expropriation immédiate des grands groupes capitalistes. Indissociable de ces 1^{ères} mesures, le démantèlement de l'appareil d'Etat répressif de la bourgeoisie.

Seul un véritable gouvernement ouvrier peut réaliser un tel programme. L'internationalisation des forces productives - qui vient de très loin et qui est parvenu à un degré inédit - rend indissociable le combat simultané pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. C'est pourquoi il faut participer à la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

<>

Ci-après, les interventions des 2 conducteurs, faites lors des assemblées de grévistes réunies à Massy-Palaiseau sur le Rer B et à Nation sur la ligne 2 du métro.

2 conducteurs de la Ratp, syndiqués à la Cgt, sont intervenus tout au long de la grève contre le projet de réforme-destruction des régimes de retraites, engagée par le gouvernement Macron-Philippe, dont les régimes spéciaux Ratp et Sncf. Un conducteur de Massy-Palaiseau sur le Rer B et un conducteur de Nation sur la ligne 2 du métro.

A Massy, **le 5 décembre**, 1^{er} jour de la grève, lors de l'assemblée des grévistes de la ligne B du Rer (+ de 100) :

Le gouvernement Macron-Phillipe-Delevoye veut détruire nos régimes de retraites. Il nous a déclaré la guerre. Aujourd'hui la grève est massive dans le pays. Face à l'agression gouvernementale nous devons être très clairs :

Aucunes discussions avec le gouvernement ainsi qu'avec les représentants de la direction de la Ratp !

Un seul mot d'ordre : Retrait pur et simple du projet du gouvernement !

S'il n'y avait pas eu 2 ans de dialogue social, de concertations, le rapport Delevoye n'existerait pas.

Que les dirigeants syndicaux appellent à la grève jusqu'au retrait du projet du gouvernement !

Si on veut le retrait, on n'a pas besoin de se poser chaque jour la question du vote de la reconduction de la grève. Tant qu'il n'y a pas de retrait, il n'y a pas de reprise du travail, pas besoin de voter.

Ce n'est pas ici, sur la ligne B, que nous pouvons décider pour toute la Ratp, ni pour le pays !

Seule une Assemblée Générale centrale permettra aux travailleurs de discuter, de s'organiser, de décider, et de contrôler notre grève ! C'est la responsabilité des bureaux syndicaux de l'organiser !

Cette résolution a été adoptée à main levée par l'assemblée des grévistes avec 50 pour et 0 contre, malgré l'hostilité affichée des bureaucrates syndicaux présents, contraints de s'abstenir.

A Denfert-Rochereau, **le 17 décembre**, lors de l'assemblée des grévistes de la ligne B du Rer (+ de 100) :

Mercredi dernier le 1^{er} ministre a confirmé la mise à mort des régimes de retraites, à commencer par les régimes spéciaux de la Ratp et de la Sncf !

Il l'a annoncé dans le temple du « dialogue social », le Conseil économique, social et environnemental, devant les représentants syndicaux qui y siègent.

Il a tenu à remercier les « partenaires sociaux » d'avoir participé au « dialogue social » qui a contribué à l'élaboration de son projet dévastateur.

Si nous n'arrivons pas à desserrer les mâchoires de l'étau du « dialogue social » ininterrompu et de la grève à l'aveugle, terminus par terminus, dépôt par dépôt, notre mouvement sera écrasé !

C'est ce à quoi répondait la motion adoptée, sans opposition, le 5 décembre, par les grévistes de Massy. Je le rappelle : 50 pour – 0 contre !

Elle se concluait par l'exigence de la convocation par les dirigeants syndicaux d'une assemblée générale centrale des personnels de la Ratp, seule à permettre aux travailleurs de discuter, de s'organiser, de décider et de contrôler leur grève. C'est encore de leur entière responsabilité !

Ceux qui depuis, bafouant la décision unanime, ont combattu la motion des grévistes de Massy se sont fait les complices du gouvernement et de sa réforme, ils nous mènent à la défaite certaine !

Est-il encore temps de monter aux bureaux syndicaux dicter nos volontés ? **A bas la concertation ! Assemblée générale centrale des travailleurs de la Ratp à la bourse du travail !**

Nous en sommes à déjà 13 jours de grève. Les dirigeants syndicaux doivent maintenant s'expliquer devant les travailleurs, dire ce qu'ils proposent pour gagner, c'est-à-dire pour conserver notre régime de retraites, nos régimes de retraites dans leur intégralité. Alors les travailleurs pourront discuter et décider souverainement.

A Massy, **le 20 décembre**, lors de l'assemblée des grévistes de la ligne B du Rer (+ de 100) :

Camarades, ceux qui nous enjoignent d'amplifier la mobilisation alors que nous en sommes au 16ème jour de grève, sont les mêmes qui poursuivent la concertation-collaboration-trahison avec l'état-major ennemi à Maignon.

Le coup de poignard fatal a été donné par Martinez lui-même au sortir de sa rencontre avec le 1er ministre hier soir : « *L'intersyndicale [Cgt-Fo-Fsu-Sud-Solidaires] appelle à une nouvelle journée d'action nationale interprofessionnelle le... 9 janvier* ». Ils nous enjoignent donc de tenir, seuls, jusqu'au 9 janvier, avec quelle perspective ?

Depuis le début, Martinez clame : « *Réformer oui, mais autrement* ».

“Autrement” renvoie aux propositions faites au 1er ministre, je vous cite le communiqué de presse confédéral de la Cgt du 18 décembre : « *Augmenter le taux de cotisation de 0,2 à 0,4 points par ans pour garantir la pérennité du système ; cela représente un effort de 1,60 euros pour les travailleurs...* ». et il conclut : « *La Cgt reste donc fermement déterminée à se battre pour un autre projet des retraites...* » ...

Qui consiste donc à tirer un trait sur les régimes existants, dont les régimes Ratp et Sncf et à augmenter la cotisation ouvrière, n'est-ce pas la trahison du combat historique du mouvement ouvrier de défendre ses acquis et de faire payer les patrons ?

+ de 50% des bus roulent, certaines lignes de métro rouvrent et si des collègues manquent à l'appel aujourd'hui, c'est de l'entière responsabilité des dirigeants syndicaux qui trahissent la volonté des grévistes de défendre leurs régimes de retraites et d'infliger une défaite au gouvernement Macron-Phillipe.

Ce qu'il faudrait dans l'esprit de la motion adoptée le 5 décembre par les grévistes, réunis à Massy, c'est se rendre à Montreuil, au siège de la Cgt, y dicter notre volonté : "Stop à la trahison ! Rompez avec l'ennemi de la classe ouvrière, le gouvernement, qui taille à la hache dans nos acquis. La Cgt à notre service !"

Applaudissements. La colère contre Martinez est palpable. Un responsable Cgt des ateliers de Massy propose de "faire remonter le mécontentement" – L'intervenant : « *Allons-y maintenant, ensemble si tu veux !* » - Le responsable Cgt : « *Non, non, non !* ».

A Nation, **le 6 janvier**, lors de l'assemblée des grévistes de Nation 2 et Nation 6 (une centaine) :

Depuis plus de 2 ans maintenant les dirigeants syndicaux collaborent à l'écriture du projet de destruction des régimes de retraites, dont les régimes spéciaux de la Ratp et de la Sncf, en participant activement aux concertations organisées par le gouvernement Macron-Phillipe.

Martinez pour la Cgt et Veyrier pour Fo donnent en permanence, par leur proposition d'une "autre réforme", l'assurance au gouvernement qu'ils ne défendront pas les régimes de retraites existants.

C'est ce qu'ils s'apprêtent à faire une fois de plus **demain** et jusqu'au 17 janvier à l'invitation du gouvernement, au ministère du travail, c'est-à-dire au cœur de l'état-major ennemi. C'est la trahison de la volonté de combat des travailleurs qui font grève depuis plus d'un mois déjà contre ce gouvernement et son projet dévastateur.

Il y a une alternative à cette spirale infernale qui mène à coup sûr à la défaite.

Je propose d'aller maintenant aux sièges des confédérations, à Montreuil, dicter notre volonté aux dirigeants syndicaux, ils doivent définitivement rompre toute concertation avec le gouvernement :

Nous faisons grève depuis un mois pour sauver nos régimes de retraites. Aller négocier, c'est nous trahir au grand jour et avec nous tous les prolétaires du pays. Vous, les responsables syndicaux, vous devez boycotter toutes ces négociations, concertations, rompre avec le Pouvoir et le faire savoir !

Applaudissements des grévistes.

A Denfert-Rochereau, **le 16 janvier**, lors de l'assemblée des grévistes de la ligne B du Rer (une centaine) :

Si nous sommes épuisés, face à un mur, c'est que nous, qui combattons, avons tenu 43 jours de grève, isolés à la Ratp et à la Sncf, isolés à l'intérieur même de la Ratp, entre catégories, à l'intérieur de chaque catégorie, éparpillés entre les attachements. Et cela est de l'entière responsabilité des dirigeants syndicaux.

Martinez pour la Cgt et Veyrier pour Fo, main dans la main avec Berger de La Cfdt et Escure de l'Unsa, ont été libres de négocier la liquidation de nos régimes de retraites avec l'ennemi, le gouvernement Macron Phillippe.

Ils se sont rendus ensemble, le 7 janvier, au ministère du travail et les jours suivants à l'invitation du gouvernement. Ils en ont été, chacun, personnellement félicités par le 1er ministre Edouard Phillippe. Tous se sont engagés dans la "conférence sur le financement" de la réforme, c'est-à-dire dans la mise en œuvre de la réforme voulue par le gouvernement. **C'est de la haute trahison !**

La répression qui s'abat sur nous, dans les manifestations (où nous sommes gazés, matraqués, flingués par des Lbd) et dans l'entreprise (conseils de discipline avec menace de révocation) en est la conséquence désastreuse.

Comment peuvent-ils, des salons dorés du Pouvoir, nous demander de manifester et de tenir encore et encore ?

Si nous devons être défaits, ce serait de l'entière responsabilité des dirigeants syndicaux qui tous ont trahi méthodiquement la formidable combativité des travailleurs de la Ratp et de la Sncf.

Ça a été le cas à Massy sur la ligne B où les représentants syndicaux Cgt, Fo, Solidaires et Unsa ont bafoué la souveraineté de l'assemblée des grévistes et la démocratie ouvrière en remettant en cause la motion des grévistes adoptée par 50 pour et 0 contre, le 5 décembre.

Tous devront rendre des comptes !

Applaudissements, malgré la présence de bureaucrates syndicaux et de nombreux participants extérieurs à la Ratp, hostiles à l'orientation défendue par le camarade intervenant.